

ASSEMBLÉE NATIONALE

19 octobre 2023

PLFSS POUR 2024 - (N° 1682)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 1249

présenté par

M. Peytavie, Mme Garin, Mme Rousseau, M. Ben Cheikh, Mme Arrighi, M. Thierry, M. Bayou, Mme Belluco, Mme Chatelain, M. Fournier, M. Iordanoff, M. Julien-Laferrière, Mme Laernoës, M. Lucas, Mme Pasquini, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché et Mme Taillé-Pollian

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 11, insérer l'article suivant:**

Le chapitre 5 du titre IV du livre II du code de la sécurité sociale est complété par une section 3 *bis* ainsi rédigée :

« *Section 3 bis* :

« *Taxation des publicités en faveur de boissons alcooliques*

« *Art. L. 246. – I. – Est instituée une taxe perçue sur les dépenses de publicité portant sur la promotion d'une boisson alcoolique.*

« *II. – Sont redevables de cette taxe les entreprises :*

« *– produisant, important ou distribuant en France des boissons alcooliques ou leurs représentants ;*

« *– dont le chiffre d'affaires du dernier exercice est supérieur ou égal à 10 millions d'euros, hors taxe sur la valeur ajoutée.*

« *III. – La taxe est assise sur les frais d'achats d'espaces publicitaires, quelle que soit la nature du support retenu et quelle que soit sa forme, matérielle ou immatérielle, ainsi que les frais d'événements publics et de manifestations de même nature.*

« *IV. – Le taux de la taxe est fixé à 3 % du montant hors taxes sur la valeur ajoutée des dépenses mentionnées au I.*

« V. – Les modalités du recouvrement sont instaurées par décret trois mois après la date d’entrée en vigueur de la loi n° du de financement de la sécurité sociale pour 2024. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement, issu d’une recommandation de l’organisation Addictions France, propose de taxer la publicité pour l’alcool afin de financer le fonds de lutte contre les addictions.

L’alcool est à l’origine de 41 000 morts par an en France, sachant que la crise sanitaire a généré une augmentation de la consommation d’alcool chez les personnes vivant avec une addiction, laissant présumer des dommages sur le long-terme. Toute consommation d’alcool comporte un risque, c’est pourquoi les entreprises qui incitent à la consommation d’alcool doivent participer financièrement à la prévention des risques et des dommages liés à cette substance.

S’il semblerait que ni Monsieur Braun ni Monsieur Rousseau n’ait saisi l’importance de faire de la lutte contre l’alcoolisme une priorité de santé publique, nous considérons, au groupe Ecologiste que nous devons responsabiliser les industriels, ici par l’outil fiscal, afin qu’ils contribuent eux aussi à diminuer les risques inhérents à leur produit.

Tel est l’objet du présent amendement.